

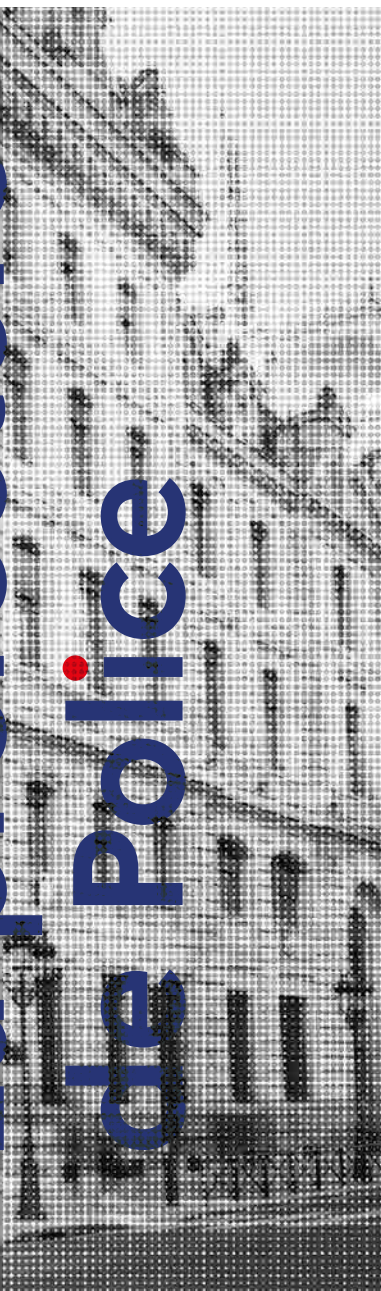


**PRÉFECTURE
DE POLICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



La préfecture de Police



La préfecture de Police



Missions et compétences



sommaire

Sécuriser la vie quotidienne	6
DSPAP	
Encadrer les événements sur la voie publique	8
DOPC	
Gérer la circulation	10
DOPC	
La lutte contre le crime organisé et le terrorisme	12
DSPAP, DPJ et DRPP	
Gestion des crises	14
SGZDS	

Les missions d'urgence BSPP, DSPAP, LCPP, DPJ et DOPC	16
Sécuriser et améliorer le cadre de vie des Parisiens DUPA, LCPP et DSPAP	20
La coordination des politiques migratoires DÉLIM	22
Assurer la sécurité des plateformes aéroportuaires DOPC, DSPAP, BSPP et DRPP	24
Les missions de soutien SGA	26

Sécuriser la vie quotidienne

La direction de sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP) lutte contre la petite et moyenne délinquance (trafics de stupéfiants, vols avec violence, vols à la tire, dégradations, ventes à la sauvette, etc.). Elle met en œuvre la Police de sécurité du quotidien, instaurée en 2018, afin de donner une nouvelle impulsion à la sécurisation des quartiers et favoriser le contact avec la population. Elle s'appuie sur une présence policière accrue, une plus grande couverture du terrain, des contacts renforcés avec la population et des équipements modernisés.

102

SITES D'ACCUEIL DU
PUBLIC INCLUANT :
79 COMMISSARIATS
OUVERTS 24H/24 ET
23 SITES D'ACCUEIL OU-
VERTS EN JOURNÉE

Dans ce cadre, la DSPAP veille à la qualité de l'accueil des usagers dans les 79 commissariats de l'agglomération parisienne et notamment des plus vulnérables. Les démarches sont désormais facilitées grâce au développement des services en ligne.

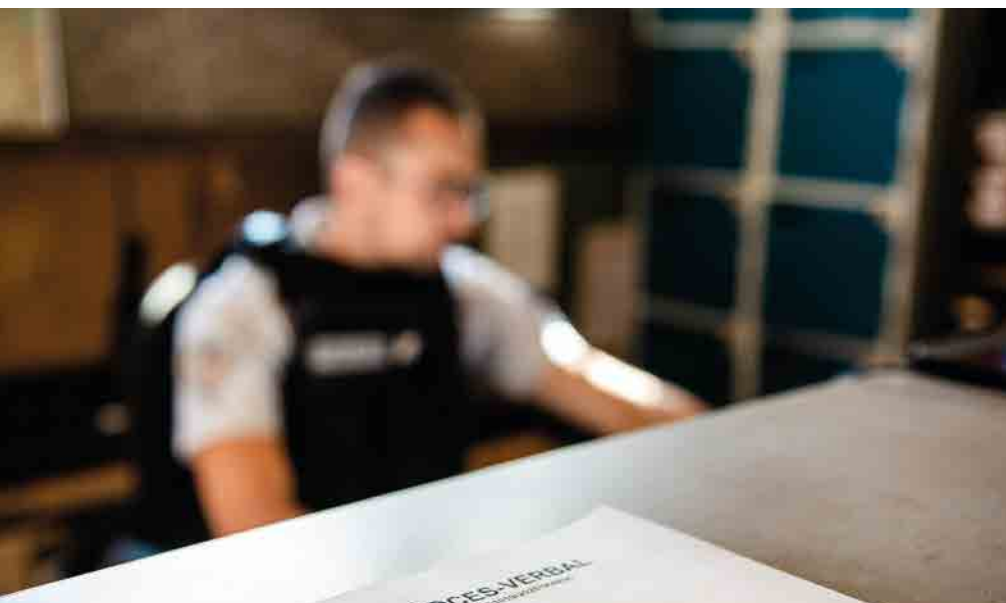
Les brigades territoriales de contact (BTC), équipes entièrement consacrées aux relations avec les citoyens, patrouillent dans les circonscriptions de Police. Pour renforcer la sécurité dans les zones les plus touchées par les phénomènes de délinquance récurrents et notamment les trafics de stupéfiants, huit quartiers de reconquête républicaine ont été précisément définis sur le territoire de l'agglomération parisienne.

La DSPAP déploie également plusieurs services spécialisés. Parmi ceux-ci, la brigade des réseaux franciliens (BRF), chargée d'assurer la sécurité de l'ensemble des lignes de transport en commun en Île-de-France, les compagnies de sécurisation et d'intervention et la BAC 75 nuit, capables de venir en renfort des services de police locaux dans toute l'agglomération parisienne, ou encore la compagnie cynophile et la brigade d'assistance aux personnes sans abri. Une sous-direction est également spécialisée dans la lutte contre l'immigration irrégulière.

ZOOM SUR

L'accueil des publics vulnérables est une priorité pour la DSPAP. Victimes de violences conjugales, de discriminations, personnes âgées victimes de vol à la fausse qualité, etc... tous bénéficient d'un accueil privilégié

auprès de professionnels spécifiquement formés, tels que les policiers référents violences conjugales, l'officier de liaisons LGBT, les psychologues et les intervenants sociaux présents en commissariats.



Chaque année, les sites d'accueil de la DSPAP accueillent plus d'un million d'usagers. Pour faciliter leurs démarches, des systèmes de prise de rendez-vous et de préplainte en ligne sont mis à leur disposition. © PREFECTURE DE POLICE



À la BRF, la brigade de lutte contre les agressions dans les transports (BLAST) intervient dans tous les transports en commun de l'agglomération parisienne. © PREFECTURE DE POLICE

Encadrer les événements sur la voie publique

Chaque année, l'agglomération parisienne est le théâtre de plus de 8 000 événements de voie publique (manifestations revendicatives déclarées ou non, festives ou sportives), dont la gestion et la sécurisation sont confiées à la direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC), seule direction spécialisée en matière d'ordre public en France.

Dans ce domaine, la DOPC exerce un commandement unique et pilote depuis son centre d'information et de commandement, l'ensemble des effectifs engagés lors de ces événements, y compris les compagnies républicaines de sécurité et les escadrons de gendarmerie mobile. Ses compagnies d'intervention possèdent des caractéristiques opérationnelles parfaitement adaptées aux nouveaux enjeux de l'ordre public. Mobiles, dotées de véhicules, de matériels pointus et de technologies innovantes et sécurisées, ces unités traitent simultanément plusieurs événements et assurent des missions polyvalentes, dont des renforts en sécurisation.

24

ÉVÉNEMENTS
D'ORDRE PUBLIC
ENCADRÉS PAR
JOUR EN MOYENNE.

La DOPC assure également la protection des institutions républicaines et diplomatiques situées sur le ressort de la préfecture de Police. Elle a en charge la garde d'institutions sensibles, notamment le Palais de l'Élysée, la caserne de la Cité et le Tribunal judiciaire de Paris. Cette direction contribue à la sécurisation des déplacements et voyages officiels dans la capitale et sa petite couronne. La DOPC est experte dans les escortes armées des détenus les plus sensibles, issus

des milieux terroristes ou du grand banditisme, ainsi que dans les escortes de transports de fonds, d'armements ou de valeurs.

ZOOM SUR

Afin d'optimiser et sécuriser les communications de l'ensemble de ses unités, la DOPC s'appuie – via un dispositif logiciel spécifique – sur les quatre opérateurs mobiles grand public, dont l'opérateur principal assure la résilience en offrant un accès prioritaire et préemptif

en cas de surcharge des réseaux. Ces communications à haut débit permettent des échanges verbaux et non verbaux, la diffusion de vidéos en « streaming live » vers le centre d'information et de commandement et la géolocalisation des effectifs engagés sur la voie publique.



À la demande du ministère de l'Intérieur, une nouvelle stratégie de maintien de l'ordre a été mise en place. Axée sur la mobilité et la projection, elle s'incarne dans le déploiement des BRAV-M. © PREFECTURE DE POLICE



Dans le cadre de ses missions de sécurisation de la Seine et de ses affluents, la brigade fluviale assure également le secours à la personne tout au long de l'année. © PREFECTURE DE POLICE

Gérer la circulation



Chaque jour, plusieurs millions d'automobilistes transitent par Paris et sa banlieue. La direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC), et plus particulièrement les policiers de la route de sa sous-direction régionale de circulation et de sécurité routières (SDRCSR), sécurisent les milliers de kilomètres de routes desservant la capitale.

Dans le cadre de cette mission, la DOPC lutte contre l'insécurité routière, plus particulièrement les conduites à risque (excès de vitesse, conduite sous emprise de l'alcool ou de stupéfiants, respect des feux et des priorités, etc.). Les contrôles sont ciblés sur les axes les plus dangereux et aux horaires les plus accidentogènes.

En parallèle, plusieurs services mènent des actions de sensibilisation aux dangers de la route auprès des usagers, notamment en matière d'équipement de sécurité pour deux-roues, de conduite de la trottinette et du vélo électrique et de sécurité routière dans des écoles, afin de favoriser le partage de la route.

Mais la SDRCSR a aussi pour mission fondamentale de gérer les flux de circulation dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre, de services d'ordre et de voyages officiels, à la fois sur la capitale, les autoroutes et le boulevard périphérique. Grâce à son expertise routière, qui s'étend également aux escortes, elle complète les missions de la sous-direction de l'ordre public de l'agglomération parisienne (SDOPAP).



La lutte contre le crime organisé et le terrorisme

5491

GARDES À VUE
EN 2024

Au sein de la direction de la police judiciaire (DPJ), chaque type de crime ou délit a sa brigade spécialisée. On en dénombre sept : la brigade criminelle, la brigade de recherche et d'intervention, la brigade de répression du banditisme, la brigade de répression du proxénétisme, la brigade de protection des mineurs, la brigade des stupéfiants et la brigade de l'exécution des décisions de justice.

La PJ lutte également contre la criminalité en col blanc, c'est à dire la délinquance contre la personne (diffamation publique, menaces, etc.), la fraude fiscale, les escroqueries ou la cybercriminalité, avec les brigades de la sous-direction des affaires économiques et financières. Enfin, les affaires locales sont traitées par les trois districts de police judiciaire parisiens, les trois services départementaux de police judiciaire (92,93,94) et les quatre groupes interministériels de recherches (GIR 75,92,93,94), ce derniers rassemblent des effectifs d'autres services de la préfecture de Police, de la gendarmerie nationale, des douanes et des impôts, afin de lutter contre l'économie souterraine, notamment en saisissant les biens illégalement acquis par les trafiquants.

Collaborant avec tous les services et en lien avec la direction du renseignement de la préfecture de Police (DRPP), la DPJ fait de la lutte contre le terrorisme sa priorité absolue. Elle est également partenaire de la DSPAP, avec laquelle elle combat le trafic de drogue dans le cadre du « *plan stup* », où elle pilote les cellules de renseignement opérationnel sur les stupéfiants (CROSS) de Paris et de petite couronne.

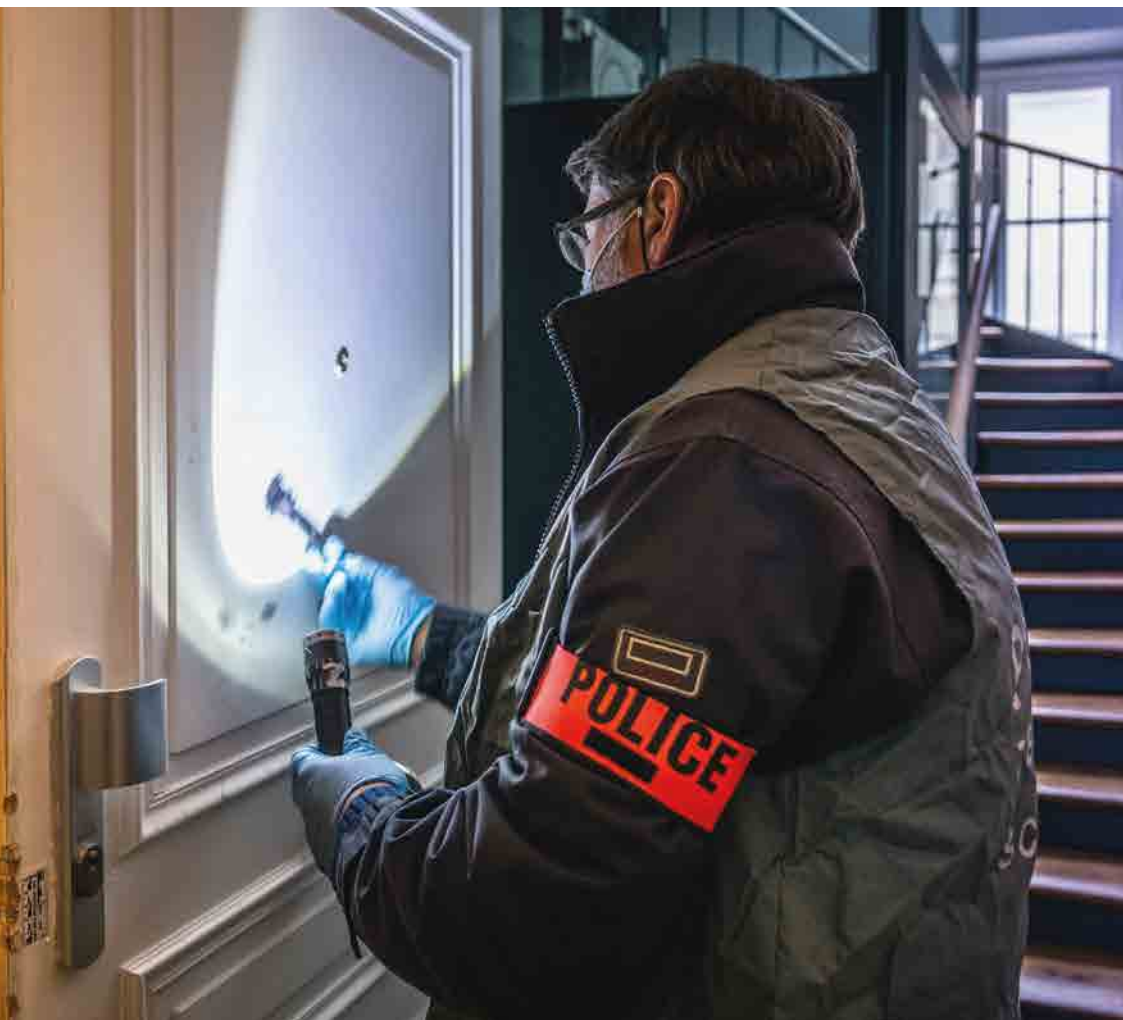
ZOOM SUR

La menace cyber représente un enjeu croissant pour la DPJ. La brigade de lutte contre la cybercriminalité (BL2C) déploie ses experts afin d'identifier et interpellier les auteurs d'attaques informatiques : piratage de serveurs, extractions de données, attaques

par rançongiciels, etc. Au sein de la BL2C, le laboratoire d'investigation opérationnelle du numérique assiste les autres services, pour analyser les matériels informatiques saisis au cours de leurs investigations.

Dans le cadre de ses enquêtes, la DPJ intègre aussi avec les experts du service régional de police technique et scientifique. Appelés sur les lieux de chaque affaire, ces techniciens et scientifiques recueillent l'ensemble des indices présents sur la zone d'investigation grâce à un matériel à la pointe de la technologie. Ces relevés permettent ensuite de mener des recherches plus poussées pour confondre les coupables. À cette occasion, ils utilisent et alimentent le FAED (fichier automatisé des empreintes digitales), avec lequel ils effectuent des comparaisons avec les empreintes déjà répertoriées.

La police technique et scientifique fait également appel au laboratoire de toxicologie et au laboratoire de police scientifique de Paris.



Gestion des crises

Le Secrétariat général de la zone de défense et de sécurité de Paris

A Paris et en Île-de-France, le préfet de Police, préfet de la zone de défense et de sécurité, est responsable de la gestion des crises de sécurité civile. Crise sanitaire, événement météorologique, acte terroriste, pic de pollution, risque lié aux grands rassemblements... ces crises présentent une menace et nécessitent de protéger et alerter les habitants de la région.

1523

DISPOSITIFS DE SECOURS ORGANISÉS AVEC DES ASSOCIATIONS AGRÉES DE SÉCURITÉ CIVILES DANS LE CADRE DES GRANDS RASSEMBLEMENTS (CONCERT, RASSEMBLEMENT SPORTIF, CÉRÉMONIE OFFICIELLE...).

Pour cette mission, le préfet s'appuie sur le Secrétariat général de la zone de défense et de sécurité (SGZDS). Sur le territoire de Paris, le SGZDS intervient pour anticiper les crises au maximum, s'y préparer et les gérer lorsqu'elles surviennent, jusqu'au retour à une situation normale, en animant un réseau de nombreux partenaires publics et privés. Son centre opérationnel zonal (COZ) assure une veille 24h/24, permettant l'activation d'une cellule de crise dès qu'un événement survient. Lorsque, par leur ampleur, les crises concernent plusieurs départements de la région, le SGZDS coordonne et pilote les actions de gestion de crise comme notamment la mobilisation des renforts matériels, aériens et humains nécessaires. Il assure l'interface avec le niveau national comme notamment la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC).

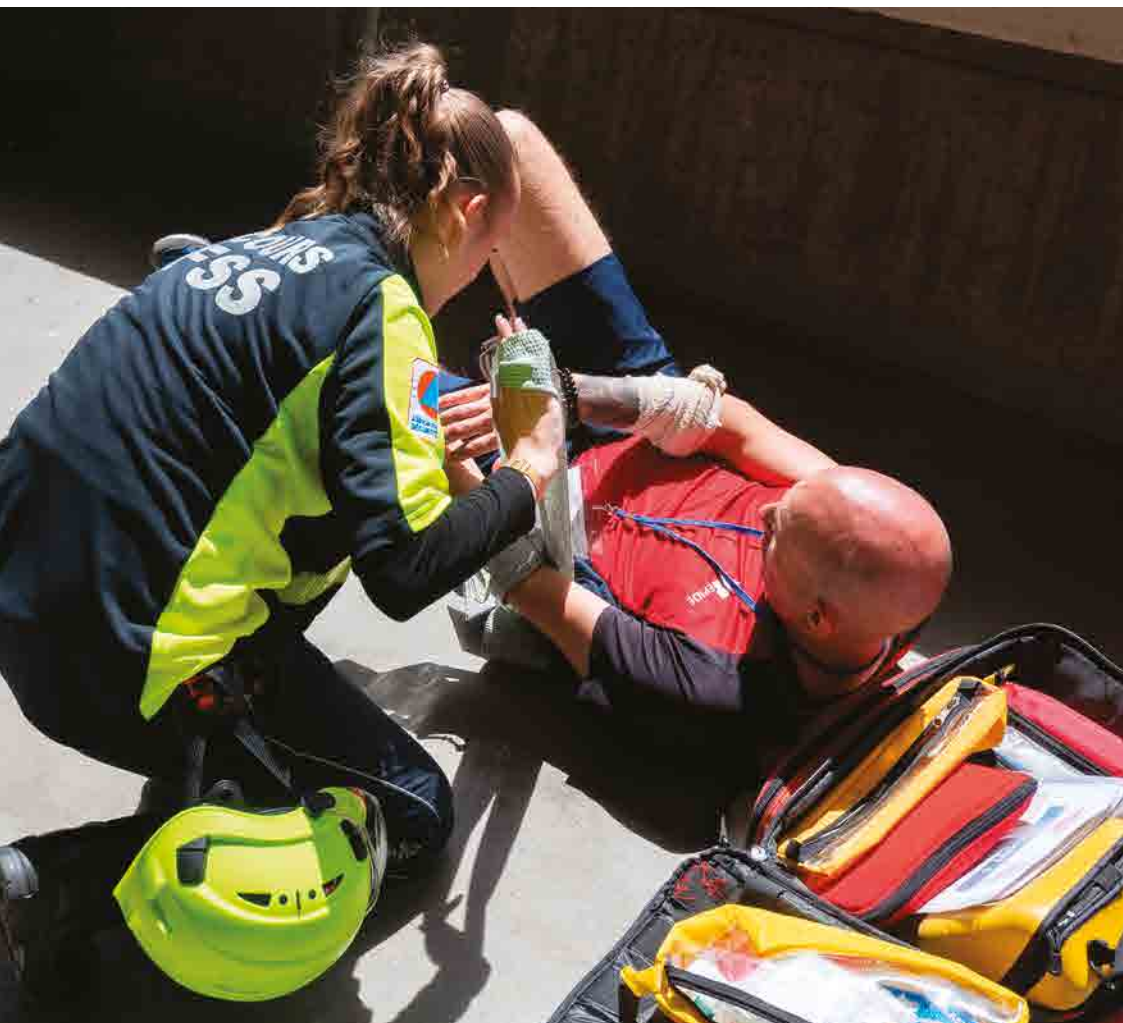
Le SGZDS est également en charge de la sécurité économique des opérateurs d'importance vitale du territoire, de la coordination de dossiers structurants

ZOOM SUR

Le SGZDS organise tout au long de l'année de nombreux entraînements et exercices de crise zonaux ou départementaux, en coordination avec différents acteurs publics ou privés : sécurité intérieure, secours, santé, armées, opérateurs de réseaux, etc. Sur la base de scénarios variés et complexes, les exercices visent à

entraîner l'ensemble des acteurs la chaîne de la gestion de crise et tester les procédures et outils élaborés pour chaque risque. 55 exercices par an en moyenne sont organisés par le SGZDS ou par ses partenaires en Île-de-France.

portés par les services d'incendie et de secours et du dialogue civilo-militaire, notamment pour ce qui concerne l'opération Sentinelle. Au contact des associations agréées de sécurité civile, le SGZDS coordonne les dispositifs de secours pour les événements festifs et sportifs. Par ailleurs, des formations, entraînements et exercices de mise en situation de crise sont fréquemment organisés afin de préparer l'ensemble des acteurs.



Les missions d'urgence

À chaque instant, les équipes de la préfecture de Police sont sollicitées par des usagers en détresse. Capables de faire face à toutes les situations, les agents de la préfecture interviennent 24h/24 et 7j/7 partout dans l'agglomération parisienne.

La BSPP : des militaires au service de la PP

473 000

INTERVENTIONS
EN 2024 DONT
ENVIRON 80%
DE SECOURS
À LA PERSONNE.

Plus grand corps de sapeurs-pompiers d'Europe et troisième au monde par son effectif (8700), la brigade de sapeurs-pompiers de Paris est une unité militaire placée pour emploi sous l'autorité du préfet de Police. Elle assure jour et nuit les secours d'urgence et la lutte contre les incendies sur le territoire de l'agglomération parisienne (75, 92, 93 et 94), au rythme moyen d'une intervention par minute. Son activité de secours à victime, désormais prépondérante, ne cesse de croître d'année en année.

La BSPP coordonne également les plans d'urgence et de secours dans les aéroports du Bourget, de Paris-Charles de Gaulle et d'Orly. En cas de catastrophe ou de cataclysme, elle intervient au-delà de sa zone d'action, en France métropolitaine, dans les départements et territoires d'Outre-mer ainsi qu'à l'étranger, où elle possède des détachements.

Différentes unités spécialisées

Pour s'adapter à tous les milieux, la Brigade s'est dotée d'unités spécifiques comme le groupe d'intervention en milieux périlleux (immeubles de grande hauteur et sous-sols), le groupe cynotechnique (utilisation des chiens pour retrouver des personnes ensevelies ou égarées) et l'unité nucléaire radiologique biologique et chimique (NRBC) (décontamination des victimes et dépollution en cas d'attentat). On peut également citer le groupe d'exploration de longue durée (milieu exigüé ou très complexe), l'unité de recherche et sauvetage en milieu urbain (risques d'effondrement) ou encore l'unité nautique (assistance et secours aquatiques et subaquatiques).

ZOOM SUR

Symbole du sauvetage par excellence depuis 200 ans, l'échelle à crochets a toujours la même ambition : monter vite, haut et sauver des vies ! Extrêmement maniable, elle permet d'accéder aux courettes parisiennes les plus exigües.

Entrée en service en 1824, elle allie à la fois tradition et modernité et exige de la part des sapeurs-pompiers d'entretenir en permanence une excellente condition physique !

La prévention, un axe majeur

Parallèlement aux interventions, la brigade de sapeurs-pompiers de Paris accorde une place toujours plus importante à la prévention. Elle contribue ainsi à l'élaboration de la réglementation en matière de sécurité-incendie, participe aux commissions de conformité et de sécurité dans les établissements recevant du public et prodigue des conseils aux entreprises et organismes qui en font la demande.





Intervention d'un équipage de police secours dans le 15^e arrondissement. © PREFECTURE DE POLICE

La plateforme des appels d'urgence : une gestion mutualisée entre pompiers de Paris (18) et Police secours (17)

Relevant de la DSPAP, les équipes du «17 Police secours» répondent à toutes les urgences depuis leur plateforme des appels d'urgence (PFAU compétente sur toute l'agglomération parisienne) qu'elles partagent avec la BSPP, afin de mieux coordonner leurs actions. Premiers interlocuteurs des personnes en détresse, les opérateurs de cette centrale d'appels hiérarchisent le degré d'urgence de la situation puis recensent toutes les informations déterminantes, afin d'en informer leurs collègues directement sur le terrain via leur centre d'information et de commandement. Ces derniers interviennent ensuite dans les plus brefs délais pour résoudre l'incident. Il s'agit d'un des services de police les plus sollicités, avec près de 3 millions d'appels par an.

Les autres services d'urgence

En plus de son activité de laboratoire scientifique, le laboratoire central de la préfecture de Police (LCP) participe également aux missions d'urgence. Son expertise scientifique et technique lui permet d'assurer trois permanences opérationnelles 7j/7 et 24h/24 pour le déminage, les incendies-explosions et les risques chimiques, biologiques et radiologiques. Brigade placée sous l'autorité de la DPJ, la brigade de recherche et d'intervention (BRI) intervient pour sa part dans la résolution des crises (prises d'otages, attentats, interpellations etc.). Force d'intervention capable d'être opérationnelle en 20 minutes dans toute la ca-

pitale, elle n'en reste pas moins une unité de police judiciaire. Elle continue donc de mener un travail d'enquête, notamment contre le grand banditisme et le terrorisme.



Femme démineur équipée d'une tenue de protection et d'un casque balistique. © PREFECTURE DE POLICE



BRI, exercice de simulation tuerie de masse. © PREFECTURE DE POLICE

Sécuriser et améliorer le cadre de vie

La direction des usagers et des polices administratives

À Paris, la direction des usagers et des polices administratives (DUPA) est un acteur majeur de la prévention et du traitement du risque urbain sous toutes ses formes (risque bâtementaire et de sûreté, sanitaire, environnemental, ou lié aux troubles de santé mentale).

Cette direction met en œuvre une centaine de polices administratives en lien avec la sécurité du cadre de vie des Parisiens (vidéoprotection, port d'armes, contrôle des débits de boisson et du son amplifié...). Elle est chargée de l'administration des taxis et VTC parisiens, des objets trouvés et traite de la police de la circulation et du stationnement, en lien avec la Ville de Paris. LA DUPA instruit également les demandes de cartes nationales d'identité, passeports, permis de conduire, certificats d'immatriculation et accueille les usagers et les professionnels parisiens pour les accompagner dans leurs démarches administratives en ligne. L'institut médico-légal de Paris, l'Infirmierie psychiatrique de la préfecture de Police et la Direction départementale de la protection des populations de Paris lui sont rattachés.

1 600

VISITES DE LA
COMMISSION DE SÉCURITÉ
RÉALISÉES EN MOYENNE
CHAQUE ANNÉE



Les architectes de sécurité de la DUPA gèrent les périls d'immeubles ou et toute autre question concernant la stabilité des établissements recevant du public. Ils ont notamment participé au chantier de reconstruction de la cathédrale Notre-Dame de Paris. © PREFECTURE DE POLICE

Le laboratoire central de la préfecture de Police

Le Laboratoire central de la préfecture de Police (LCPP) a pour mission essentielle de contribuer, en étroite concertation avec les autres directions de la préfecture de Police, à la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des risques incendies, explosifs, chimiques, qu'ils soient chroniques, accidentels ou provoqués. Il concourt à cette sécurisation par son expertise scientifique pluridisciplinaire, ses interventions, ses moyens d'analyse de pointe, ses enquêtes techniques et judiciaires, ainsi que par ses travaux de recherche et développement menés dans le domaine de la prévention des risques.

2300

INTERVENTIONS
D'URGENCE EN 2023



Préparation d'un échantillon de débris trouvé sur une scène d'incendie avant son analyse. © PREFECTURE DE POLICE

La coordination des politiques migratoires en Île-de-France

200 295

USAGERS ÉTRANGERS
REÇUS EN 2023.

Créée en 2021, la délégation à l'immigration (DÉLIM), est chargée de la mise en œuvre des compétences du préfet de Police en matière migratoire. Sous l'autorité de la préfète déléguée à l'immigration les directions « métiers » de la DÉLIM assurent les missions d'admission au séjour, d'accueil de la demande d'asile et d'accès à la nationalité française.

Dans le cadre de ces activités, elle délivre chaque année, pour le territoire parisien, environ 100 000 titres de séjour, de circulation et de voyage, enregistre plus de 25 000 premières demandes d'asile, instruit près de 8 000 dossiers de naturalisation et organise une centaine de cérémonies d'accueil dans la citoyenneté française, dont certaines se déroulent dans des lieux hautement symboliques tels que le Panthéon, le Musée d'Orsay et la Sorbonne.

La DÉLIM est également chargée de la lutte contre l'immigration irrégulière. Pour mener à bien cette mission, elle s'appuie sur la sous-direction de la lutte contre l'immigration irrégulière (SDLI) de la DSPAP. Celle-ci assure notamment la lutte contre les réseaux et les filières d'immigration, le contrôle et la gestion des flux migratoires sur toute l'Île-de-France y compris dans les zones aéroportuaires, et en lien étroit avec la DÉLIM, l'éloignement des personnes en situation irrégulière. La mission d'animation et de coordination de la DÉLIM au niveau francilien s'exerce également en matière de placement en rétention administrative et de gestion des centres de rétention administrative.

Pour assurer la mise en œuvre de ses missions, la DÉLIM s'appuie sur un large réseau de partenaires : préfectures, ministères, opérateurs publics, établissements d'enseignement supérieur, grandes entreprises, associations...

ZOOM SUR

La DÉLIM est engagée dans une stratégie de communication multicanal pour améliorer l'accès des usagers étrangers à ses services, via notamment un chatbot interactif, un accompagnement téléphonique, des réponses transmises par messagerie. Des points

d'accompagnement numériques (PAN) accompagnent également l'utilisateur éloigné du numérique ou rencontrant des difficultés à compléter un dossier sous forme dématérialisée.



Depuis 2017, la délégation à l'immigration de la préfecture de Police organise des cérémonies d'accueil dans la citoyenneté française au Panthéon. © PREFECTURE DE POLICE

Assurer la sécurité des plateformes aéroportuaires

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la sécurité des aéroports de Paris-Charles de Gaulle, Paris-Orly et Paris-Le Bourget est assurée par la Délégation préfectorale pour la sécurité et la sûreté des plateformes aéroportuaires, rattachée à la préfecture de Police. Sa mission consiste à animer et coordonner l'action des différents services de l'État afin de **garantir à la fois la fluidité des opérations aéroportuaires et la protection des voyageurs et salariés, en luttant contre la délinquance et en veillant au respect de l'ordre public. Elle est également responsable de certaines polices administratives sur les plateformes.**

Cette organisation renforcée s'inscrit dans un contexte marqué par l'importance stratégique des plateformes aéroportuaires parisiennes pour le rayonnement de la France. En 2024, les aéroports parisiens ont accueilli plus de 100 millions de passagers et mobilisé près de 120 000 salariés, confirmant leur rôle majeur dans la vitalité économique, touristique et diplomatique de la France. L'aéroport de Paris-Le Bourget, pour sa part, conserve sa place de premier aéroport d'affaires en Europe. Ces performances témoignent du dynamisme des plateformes et expliquent l'exigence de sécurité qui les accompagne.

Pour remplir cette mission, la préfecture de Police mobilise plusieurs de ses directions aux côtés de la Délégation préfectorale : la Direction de l'Ordre Public et de la Circulation (DOPC), la Direction de la Sécurité de Proximité de l'Agglomération Parisienne (DSPAP), la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP) ou encore la Direction du Renseignement (DRPP). Ces services travaillent en étroite coopération avec ceux relevant directement du ministère de l'Intérieur, notamment la Police aux Frontières (PAF) et la Gendarmerie des Transports Aériens (GTA), ainsi qu'avec des services dépendant d'autres ministères, tels que la Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile (DSAC) et les Douanes.

Au quotidien, cette coordination permet d'assurer la supervision des contrôles de sûreté, la gestion des accès aux zones réservées, l'application des réglementations de sécurité, mais aussi la préparation à la gestion de crises et d'événements avec une sensibilité particulière. Cette organisation repose sur une adaptation permanente à l'évolution des risques et menaces, qu'ils soient sécuritaires, opérationnels ou sanitaires.



Les missions de soutien

Le secrétariat général pour l'administration (SGA) assure le soutien des services territoriaux de la Police nationale, et pour partie de la gendarmerie nationale, en région Île-de-France. Il est plus particulièrement chargé de l'ensemble des services de la préfecture de Police.

57 000 policiers, gendarmes, sapeurs-pompiers, agents administratifs, techniques et scientifiques bénéficient du soutien du SGA en Île-de-France dans les domaines logistiques, technologiques, immobiliers, budgétaires, juridiques et en matière de ressources humaines.

À ce titre, il assure la gestion administrative et financière des :

- personnels (mobilité, avancement, action sociale, formation, paie...),
- moyens de fonctionnement (construction et entretien des commissariats),
- acquisition et modernisation des équipements, gestion du parc roulant...).

ZOOM SUR

La DILT et la DIE, qui font partie des directions de soutien, ont permis la livraison de trois nouvelles salles abritant les centres d'information et de commandement (CIC) de la préfecture de police, entièrement restructurés pour les Jeux Olympiques et Paralympiques, ainsi que d'une base avancée à Saint-Denis. Cette dernière a

depuis été reconvertie au profit d'une compagnie de brigade de sapeurs-pompiers de Paris spécialisée dans les sauvetages de noyades, les interventions sous des décombres ou l'escalade d'immeubles dans des conditions périlleuses.



DIE



La direction de l'immobilier et de l'environnement

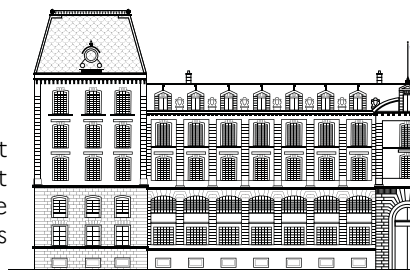
Elle s'articule autour de quatre grandes missions : l'élaboration de la stratégie immobilière, la construction de nouveaux bâtiments, l'exploitation et la maintenance du patrimoine immobilier, ainsi que le suivi budgétaire des opérations immobilières. Elle est chargée de **construire et d'exploiter les infrastructures immobilières** du ministère de l'Intérieur en Île-de-France mais également des administrations parisiennes et de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris. **La préfecture de police est ainsi le premier occupant immobilier de l'État en Île-de-France (2,6 millions de m²)**, et la DIE, en tant que maîtrise d'ouvrage, constitue le troisième service constructeur au niveau national et interministériel compte tenu du nombre d'opérations en portefeuille.

DRH



La direction des ressources humaines

La direction des ressources humaines (DRH) gère et paie près de **50 000 agents actifs et administratifs** et contrôle leur aptitude médicale. Elle assure la politique de formation, la prévention et la qualité de vie au travail des **34 000 agents de Paris et de la petite couronne**.



DFCPP



La direction des finances, de la commande publique et de la performance

Elle gère un périmètre financier de 1,1 milliard d'euros (300 M€ pour le BOP zonal Police et 800 M€ pour le budget spécial, auquel contribuent la Ville de Paris et 125 collectivités territoriales de petite couronne). Elle exécute, en plus du BOP zonal, sur la plateforme Chorus à Versailles, près de 250 M€ de dépenses pour d'autres programmes du ministère (P 152 « Gendarmerie nationale », P 216 « Contentieux, action sociale, SIC », P 303 « Asile et immigration »). Elle anime le réseau des acheteurs de la préfecture de police, passe les marchés publics de fournitures courantes et de services (75 contrats notifiés en 2024 et 256 reconductions) et pilote le contrôle de gestion, la maîtrise des risques ainsi que l'appui à la performance.

SAJC



Le service des affaires juridiques et du contentieux

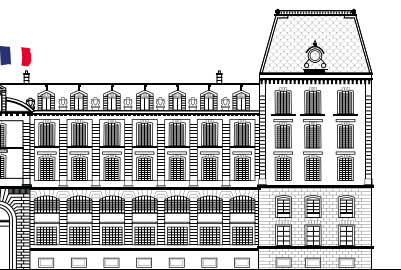
Le service des affaires juridiques et du contentieux (SAJC) **assure une fonction de conseil juridique** auprès de l'ensemble des services de la préfecture de police, dont elle **défend les intérêts**, notamment devant les juridictions, tout en gérant la protection juridique des agents victimes ou mis en cause dans leurs fonctions..

SMAC



Le service de la mémoire et des affaires culturelles

Il gère le patrimoine et la vie culturelle de la préfecture de police. Il est constitué **d'environ 170 agents** répartis entre le département patrimonial (archives et musée) et le département musical (Musique des gardiens de la paix). Le service contribue au **rayonnement culturel de l'institution** par sa mission régalienne de gestion des archives (également source d'une meilleure efficacité opérationnelle), par les expositions, les activités et les conférences du musée, ainsi que par les concerts proposés en France et à l'étranger.



DILT



La direction de l'innovation, de la logistique et des technologies

Elle est en charge des missions de soutien opérationnel et technique en matière logistique (gestion de la flotte d'environ 5 000 véhicules, armements, tenues) et technologique (hébergement informatique, systèmes d'information et de communication, moyens de communication) à l'appui de tous les services du ministère de l'Intérieur en Île-de-France.

Force de soutien opérationnel, la DILT assure le pilotage des programmes technologiques structurants et innovants de la préfecture de police (vidéoprotection, intelligence artificielle, technologies de drones et lutte anti-drones, systèmes d'information géographiques, modernisation des salles de commandement, cyber).



votre sécurité
notre quotidien

 prefecturedepolice.paris

 [prefpolice](https://twitter.com/prefpolice)

 [prefecturedepolice](https://facebook.com/prefecturedepolice)

 [prefpolice](https://instagram.com/prefpolice)

 [prefecture-de-police-de-paris](https://linkedin.com/company/prefecture-de-police-de-paris)

 [prefpolice](https://youtube.com/prefpolice)

3430 Service gratuit
* prix appel